



---

Page 5: VOS COORDONNÉES

**Q1**

Personne interrogée (Pays ou territoire douanier)

**CONGO RMR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU  
CONGO**

**Q2**

Coordonnées

Nom

**LUSANDA CHARLES**

Titre

**DIRECTEUR-COORDONNATEUR CIR**

Ministère

**COMMERCE EXTERIEUR**

Adresse

**2ème niveau du Bâtiment Administratif de la Fonction  
Publique, Aile 2;**

Adresse électronique:

**lusandamatomina@yahoo.fr**

Téléphone

**+243 818 118 797**

---

Page 7: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

**Q3**

Votre stratégie, politique ou plan national de développement comporte-t-il des priorités commerciales (c'est-à-dire des priorités en matière d'Aide pour le commerce)?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur les priorités en matière de commerce (ou d'Aide pour le commerce) incluses dans votre stratégie, votre politique ou votre plan national de développement (ou dans un autre document d'orientation concernant le commerce):

Le Pilier3 du PNSD porte sur la consolidation de la croissance économique, diversification et transformation de l'économie. Par cette orientation, on priorise l'inclusion sectorielle combinant les secteurs à forte potentialité de croissance (mines, hydrocarbures, métallurgie) et ceux à forte potentialité d'emplois (foresterie, agriculture vivrière et de rente, agro-industrie). L'extractif et l'agriculture sont ainsi considérés comme les deux catégories de secteurs productifs qui, avec des chaînes de valeurs approfondies, devront fonder l'économie congolaise à la première étape de son évolution séquentielle vers une économie à croissance inclusive. Ces secteurs auront un effet d'entraînement sur d'autres secteurs, tels que l'industrie, le commerce, le tourisme...

## Page 8: SECTION 1: AID-FOR-TRADE PRIORITIES

## Q4

Dans l'affirmative, veuillez indiquer vos priorités en matière d'Aide pour le commerce: Les domaines prioritaires les plus courants groupés par grandes catégories d'Aide pour le commerce sont indiqués ci-après. Veuillez classer par ordre d'importance les principaux domaines (1 étant le plus important).

Renforcement de la capacité de production	1
Connexion aux chaînes de valeur	3
Commerce électronique	4
Diversification des exportations	2
Autonomisation économique des femmes (veuillez préciser dans l'encadré ci-après: communautés rurales, entreprises détenues ou dirigées par des femmes, main d'œuvre, etc.)	5
Renseignements complémentaires et lien(s) vers le(s) site(s) Web concernant la ou les stratégies et politiques ou le ou les plans pertinents dans lesquels vos priorités en matière d'Aide pour le commerce sont incluses.	<b>Ceci est bien contenu dans l'EDIC de la RDC mais aussi porté par le PNSD</b>

## Page 9: SECTION 1: AID-FOR-TRADE PRIORITIES

## Q5

Vos priorités en matière d'Aide pour le commerce ont-elles changé depuis 2019?

**Non,**

Renseignements complémentaires: Veuillez préciser les domaines prioritaires qui sont nouveaux parmi ceux que vous avez sélectionnés et donner des renseignements complémentaires à leur sujet. (Veuillez indiquer des sites Web, le cas échéant.):

Nous pouvons citer le commerce électronique qui est consacré par la création d'un nouveau ministère est qui pourra mieux aider pour les paiements au niveau du guichet unique. L'autonomisation économique des femmes est une autre nouvelle priorité du gouvernement qui est en train de placer les femmes dans les grandes entreprises (Banque Centrale du Congo, Douane, ministère de Portefeuille... .

## Page 10: SECTION 1 : AID-FOR-TRADE PRIORITIES

## Q6

Dans l'affirmative, veuillez indiquer, dans la liste ci-dessous, les principales causes des changements intervenus dans vos priorités en matière d'Aide pour le commerce: (Vous pouvez choisir jusqu'à cinq réponses parmi les causes citées ci-dessous):

**Respondent skipped this question**

## Page 11: SECTION 1: AID-FOR-TRADE PRIORITIES

**Q7**

**Plus importante**

L'Aide pour le commerce est-elle devenue plus ou moins importante pour votre gouvernement depuis 2019?

**Q8**

**Oui**

Ces changements ont-ils été pris en compte dans votre dialogue avec les partenaires de développement?

**Q9**

Avez-vous une stratégie, une politique ou un plan national spécifique pour la reprise économique après la pandémie de COVID-19?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur la stratégie, la politique ou le plan national spécifique pour la reprise économique après la pandémie de COVID-19. (Veuillez inclure des sites Web, le cas échéant.):

Le gouvernement fait recours au financement extérieur pour le financement de grands projets de différents secteurs.

Page 12: SECTION 1: AID-FOR-TRADE PRIORITIES

**Q10**

Dans l'affirmative, veuillez indiquer dans la liste ci-après quels domaines sont couverts par votre stratégie, politique ou plan pour la reprise économique après la pandémie de COVID-19. (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Soutien pour le secteur agricole, la production alimentaire et la chaîne d'approvisionnement**

,

**Connectivité et transformation numérique,**

**Soutien au secteur industriel,**

**Objectifs de réduction de la pauvreté,**

**Soutien au secteur des services (par exemple tourisme)**

,

**Commerce des produits de santé (équipements de protection individuelle, vaccins, etc.)**

,

**Autonomisation économique des femmes et égalité des genres**

,

Renseignements complémentaires sur votre stratégie, politique ou plan pour la reprise économique après la pandémie de COVID-19.:

Ces priorités sont bien ciblées dans le PNSD 2019-2022

Page 13: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

**Q11**

Veuillez indiquer des noms, titres, références ou liens vers des documents d'orientation en rapport avec l'Aide pour le commerce dans votre pays.

Nous pouvons retenir l'Etude Diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC)

Page 15: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

**Q12**

La dimension environnementale du développement durable est-elle prise en compte dans vos documents d'orientation ou plans nationaux ou vos stratégies nationales ?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur la manière dont le développement durable est pris en compte dans vos documents d'orientation ou plans nationaux ou vos stratégies nationales. (Veuillez indiquer des sites Web, le cas échéant.):

Les travaux pour l'élaboration d'une stratégie nationale de développement durable ont commencé avec l'appui de la coopération allemande (GIZ). Ses axes prioritaires ont été identifiés : – Gouvernance / sécurité, – Energie / eau potable, – Environnement et ressources naturelles (renouvelables et non renouvelables), – Transport, – Habitat, – Industrie, – Agriculture, – Education / formation continue / santé. Les indicateurs à retenir pour chacun des secteurs intégrés dans ces axes sont en cours d'identification. En parallèle, le Conseil national de l'environnement et du 50 développement durable, prévu dans la loi-cadre sur l'environnement doit être opérationnalisé. L'objectif de durabilité trouve également progressivement sa place dans la stratégie de développement du pays. Le programme d'action du nouveau gouvernement pour la période 2012-2016 s'inspire ainsi du DSCRPII qui repose sur 4 piliers interdépendants traditionnellement associés au concept de développement durable : la gouvernance, l'économique, le social, l'environnement (et le changement climatique). Le pilier 4 du DSCRPII, « Protéger l'environnement et lutter contre les changements climatiques » est par essence transverse et vise, par delà le renforcement du secteur environnement, l'intégration des questions d'environnement et de changement climatique dans toutes les stratégies sectorielles pour aboutir à un modèle de développement écologique, à faible intensité carbone et résilient au changement climatique. La conservation de l'importante forêt tropicale en est un enjeu clé, qui s'inscrit dans le cadre des efforts du pays pour la REDD+. Ce pilier s'inscrit dans une vision de long terme de la transition du modèle économique du pays vers une économie verte. Les raisons d'être et le contenu de cette stratégie ont notamment été dessinés en 2010 durant les travaux préparatoires du DSCRPII, par deux notes de politique du PNUD24 résultant d'un travail de consultation avec les principaux ministères concernés. Après qu'ait été expliqué la pertinence d'un modèle d'économie verte dans le contexte de la RDC, le contenu de la stratégie de développement de ce modèle sera présenté.

---

Page 16: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

**Q13**

Dans l'affirmative, veuillez indiquer dans quelle(s) stratégie(s), politique(s) nationale(s) ou dans quel plan(s) national(aux) le développement durable est pris en compte. (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Stratégie, politique ou plan national de développement**

**Stratégie, politique ou plan national d'exportation,**

**Stratégie, politique ou plan national de développement du commerce**

Additional information on the national strategy(ies), policy(ies) or plan(s) in which sustainable development is reflected.:

Le pilier 5 du PNSD sur la protection de l'environnement, lutte contre le changement climatique, développement durable et équilibré vise également l'inclusion sociale en regroupant les actions qui garantissent la durabilité du développement. Il s'agit notamment des activités qui contribuent à l'atténuation des effets de changements climatiques, ainsi qu'à l'adaptation aux effets de ces changements déjà présents : inondations, érosions, glissements de terrain, chaleurs, sécheresse....

---

Page 17: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

**Q14**

Votre stratégie, politique ou plan national de développement vise-t-il explicitement l'un des objectifs environnementaux suivants? (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Énergies propres et d'un coût abordable (ODD 7),**

**Production et consommation durables (ODD 12),**

**Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (ODD 13)**

Renseignements complémentaires sur les objectifs et approches environnementaux, tels que le financement, le partage des savoir-faire, le transfert de technologie (y compris partage de savoir-faire), la promotion de l'intégration des chaînes de valeur visés par votre stratégie, politique ou plan national de développement.:

La RDC ne s'était pas engagée à réduire ses émissions de GES mais à coopérer et à mettre en place le cadre institutionnel pour lutter contre le changement climatique avec l'appui financier des pays développés. Le pays a fourni des efforts pour faire face à ses obligations dans ce domaine et sa préparation au mécanisme REDD+ apparaît particulièrement sérieuse. On note cependant le manque de mise en œuvre jusqu'à présent des projets nécessaires d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, faute de financement disponible et de capacité, ainsi que le manque de connaissance scientifique quant aux effets attendus du changement climatique sur le pays.

**Q15**

Votre stratégie, politique ou plan national concernant le développement durable comporte-t-il des objectifs commerciaux?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur les objectifs commerciaux qui figurent dans votre stratégie, politique ou plan national incluant le développement durable. (Veuillez indiquer des sites Web, le cas échéant.): Un « Fonds Forestier National (FFN) » a été institué par le code forestier. La mission dévolue à ce dernier est de financer les opérations de reboisement, d'inventaire et d'aménagement ainsi que des études relatives au développement durable. Pour garantir la légalité du commerce de bois d'œuvre dans les marchés européens, la RD Congo est en train de négocier avec l'Union Européenne un accord de partenariat volontaire dans le cadre de l'initiative FLEGT portant sur l'application des réglementations forestières, la bonne gouvernance et les échanges commerciaux.

---

Page 18: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

**Q16**

Dans l'affirmative, les objectifs commerciaux tiennent-ils compte de la dimension environnementale du développement durable?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur la manière dont la dimension environnementale du développement durable est pris en compte dans votre (vos) politique(s), stratégie(s) ou plan(s) national (nationaux). (Veuillez indiquer des sites Web, le cas échéant.): Bien sûr que oui car toute exploitation des ressources naturelle s'accompagne de le l'étude de l'impact environnemental.

---

Page 19: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

**Q17**

Votre gouvernement dispose t il d'un Comité national du développement durable (ou a t il établi une coordination ou un dialogue entre les ministères et les organismes) incluant le Ministère du commerce?

**Respondent skipped this question**

---

Page 20: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

**Q18**

Dans l'affirmative, ce comité tient-il compte de la dimension environnementale du développement durable?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur la manière dont le comité tient compte de la dimension environnementale du développement durable.: Exigence d'étude d'impact environnemental dans la mise en œuvre des projets en RDC

---

Page 21: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

**Q19**

Veillez identifier le(s) secteur(s) économique(s) qui aurai(en)t le plus à gagner en termes de diversification de l'économie et des exportations dans le contexte de la transition vers un développement durable?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Agriculture,**

**Pêche,**

**Exploitation forestière,**

**Activités extractives,**

**Autre (veuillez préciser),**

Renseignements complémentaires sur le(s) secteur(s) qui aurai(en)t le plus à gagner en termes de diversification de l'économie et des exportations dans le contexte de la transition vers un développement durable.:

Dan le contexte de la diversification économique, la RDC a beaucoup d'atout assurer une bonne production agricole, suite à la vaste étendu du sol qu'elle dispose aux conditions climatiques sans ignorer la pluviométrie qui lui donne de grands quantité d'eau.

**Q20**

Veillez identifier le ou les secteurs de votre économie qui pourraient être le plus affectés par la transition vers un développement durable.(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Agriculture,**

**Pêche,**

**Exploitation forestière,**

**Activités extractives,**

Renseignements complémentaires sur le ou les secteurs qui pourraient être le plus affectés par la transition vers un développement durable.:

La forêt suite à la déforestation, l'eau suite aux changements climatiques, l'agriculture ...

**Q21**

À votre avis, quels sont les principaux obstacles à la transition vers un développement durable dans votre pays ?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Accès au financement,**

**Conditions de l'activité des entreprises,**

**Difficultés politiques internes (liées à la sécurité et à la stabilité par exemple)**

,

**Infrastructures existantes pour l'énergie et la production d'électricité**

,

**Infrastructures existantes pour le transport,**

**Coûts élevés du commerce,**

**Absence de transfert de technologie (y compris partage de savoir-faire)**

,

**Capacités insuffisantes des ressources humaines,**

**Manque de volonté politique,**

**Capacité limitée de transformation des produits agricoles**

,

**Diversification limitée de l'économie et des exportations**

,

**Connectivité numérique lente, coûteuse ou insuffisante**

,

Renseignements complémentaires sur les difficultés les plus susceptibles de faire obstacle au commerce durable et aux modes de production et de consommation durables, (c'est-à-dire à l'économie circulaire) dans votre pays. (Veuillez donner des exemples, le cas échéant.):

Manque de financement du commerce, difficultés liées au transport des marchandises, faible capacité de transformation des produits, manque d'énergie, faible qualité des produits exportable...



**Q22**

Veillez indiquer les principaux obstacles que l'Aide pour le commerce devrait contribuer à surmonter afin de soutenir la transition vers un développement durable dans votre pays?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

- Accès au financement,
- Conditions de l'activité des entreprises,
- Dépendance vis à vis d'un panier étroit de biens et de services
- ,
- Difficultés politiques internes (liées à la sécurité et à la stabilité par exemple)
- ,
- Impact économique de la pandémie de COVID 19,
- Infrastructures existantes pour l'énergie et la production d'électricité
- ,
- Infrastructures existantes pour le transport,
- Forte concentration de l'activité économique dans le secteur informel
- ,
- Coûts élevés du commerce,
- Absence d'environnement favorable à la technologie et à l'innovation
- ,
- Absence de transfert de technologie (y compris partage de savoir-faire)
- ,
- Absence de données pour appuyer la prise de décision
- ,
- Capacités insuffisantes des ressources humaines,
- Manque de volonté politique,
- Capacité limitée de transformation des produits agricoles
- ,
- Diversification limitée de l'économie et des exportations
- ,
- Faible productivité du secteur agricole,
- Faible capacité de production du secteur manufacturier
- ,
- Connectivité numérique lente, coûteuse ou insuffisante
- ,
- Pressions sociales (pauvreté, croissance démographique)
- ,
- Renseignements complémentaires sur les principaux obstacles que l'Aide pour le commerce devrait contribuer à surmonter afin de soutenir la transition vers un

à soutenir afin de soutenir la transition vers un développement durable (Veuillez donner des exemples, le cas échéant.):

Remédier à la carence de financement du commerce et doter le pays des infrastructures moderne de transformation.

---

Page 22: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

**Q23**

Avez-vous une stratégie, une politique, un plan ou des objectifs pour l'économie circulaire?

**Non,**

Renseignements complémentaires sur votre stratégie, politique ou plan pour l'économie circulaire. (Veuillez indiquer des sites Web, le cas échéant.):

Le travaux de mise en place d'une économie circulaire sont déjà en cours

---

Page 23: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

**Q24**

Dans l'affirmative, quels secteurs économiques sont couverts par votre stratégie, politique ou plan ou par vos objectifs pour l'économie circulaire?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Respondent skipped this question**

**Q25**

Dans l'affirmative, la stratégie, la politique, le plan ou les objectifs pour l'économie circulaire comporte-t-ils des objectifs commerciaux?

**Respondent skipped this question**

---

Page 24: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

**Q26**

La connectivité numérique est-elle une priorité dans votre ou vos stratégie(s) ou politique(s) nationale(s) ou dans votre ou vos plan(s) national(aux) concernant le développement durable?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur la manière dont la connectivité numérique est prise en compte dans votre ou vos stratégie(s) ou politique(s) nationale(s) ou dans votre ou vos plan(s) national(aux) concernant le développement durable.:

Un nouveau Ministère a été crée dans l'équipe de l'actuel Gouvernement.

**Q27**

Avez-vous une stratégie, une politique ou un plan national pour la connectivité numérique (y compris l'économie numérique, le commerce électronique, etc.)?

**Non,**

Renseignements complémentaires sur vos documents de politique national concernant la connectivité numérique. (Veuillez indiquer les sites Web des sources utilisées.):

Encore en cours d'élaboration par le Ministère nouvellement crée.

**Q28**

Dans quel(s) secteur(s) la connectivité numérique pourrait-elle le mieux soutenir la transition vers un développement durable dans votre national?

**Agriculture,**  
**Exploitation forestière,**  
**Activités extractives,**  
**Industrie,**  
**Services,**

Renseignements complémentaires sur le(s) secteur(s) où la connectivité numérique peut le mieux soutenir une transition vers le commerce durable et l'économie circulaire. (Veuillez indiquer les sites Web des sources utilisées.):

Finances, douane, transport, communication

**Q29**

Veillez indiquer quels éléments de la connectivité numérique seraient les plus prometteurs pour la transition vers un développement durable dans votre région?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Service civil numérique,**  
**Commerce électronique,**  
**Administration publique en ligne,**  
**Soins de santé en ligne,**  
**Apprentissage en ligne,**  
**Logistique par voie électronique,**  
**Navigation en temps réel,**  
**Systèmes d'information sur les transports,**

Renseignements complémentaires sur les domaines dans lesquels la connectivité numérique serait la plus prometteuse pour la transition vers un développement durable.:

Finances dans l'aspect lié au paiement numérique

**Q30**

Y a-t-il un projet existant d'Aide pour le commerce en faveur de la connectivité numérique pour le développement durable et/ou la croissance écologiquement durable ou l'économie circulaire que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

**Non,**  
Renseignements complémentaires sur les projets d'Aide pour le commerce en faveur de la connectivité numérique pour le développement durable, la croissance écologiquement durable ou l'économie circulaire que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique (Veuillez indiquer des sites Web, le cas échéant.):  
Le nouveau Ministère sur le numérique entend préparer un tel projet

**Q31**

Êtes-vous d'accord pour dire que la pandémie de COVID-19 a eu un rôle d'accélérateur dans la transition vers l'économie numérique dans votre pays?

**Oui,**  
Renseignements complémentaires sur l'incidence de la pandémie sur le passage à l'économie numérique.:  
le recours régulier à la téléconférence pour participer aux réunions, rencontres ou formations internationales via internet suite aux restrictions de voyage suite à la pandémie COVID19.

**Q32**

Dans quels domaines la pandémie de COVID-19 a-t-elle mis en lumière les lacunes en matière de connectivité numérique nationale?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Problèmes relatifs aux paiements numériques,**

**Infrastructure de réseau inadéquate, y compris en termes de capacité à large bande**

,

**Couverture Internet insuffisante ou inégale,**

**Accès insuffisant au financement du commerce,**

**Nécessité d'élaborer/d'actualiser la stratégie nationale de connectivité numérique**

,

**Nécessité d'élaborer/d'actualiser la stratégie nationale de développement du commerce électronique**

,

**Accès insuffisant aux services Internet,**

**Compétences numériques et maîtrise des TI insuffisantes**

,

**Nécessité d'actualiser les règles relatives au commerce électronique**

,

**Services Internet lents, chers ou peu fiables,**

**Difficultés dans le domaine de la facilitation des échanges et de la logistique**

,

**Autres (veuillez préciser),**

Renseignements complémentaires concernant les domaines dans lesquels votre pays rencontre les difficultés les plus graves en lien avec la connectivité numérique. (Veuillez indiquer des sites Web, le cas échéant.):

Le coupures régulière de l'électricité fragilise beaucoup la connectivité numérique

**Q33**

À l'avenir, dans quels secteurs pensez-vous qu'il faudrait cibler le soutien apporté à votre région au titre de l'Aide pour le commerce de manière à promouvoir des objectifs de développement durable?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Agriculture,**

**Pêche,**

**Exploitation forestière,**

**Activités extractives,**

**Industrie,**

**Services,**

**Autre (veuillez préciser),**

Renseignements complémentaires sur les secteurs dans lesquels vous pensez qu'il faudrait cibler le soutien apporté au titre de l'Aide pour le commerce de manière à promouvoir des objectifs de développement durable:

Développer l'agro-industrie destinée à la transformation des produits en vue de la diversification de l'économie.

---

**Q34**

À l'avenir, dans quelles catégories d'Aide pour le commerce pensez-vous qu'il faudrait concentrer le soutien afin de promouvoir la dimension environnementale du développement durable?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**a) Politique et réglementation commerciales (y compris formation des fonctionnaires chargés des questions commerciales, analyse des propositions et des positions ainsi que de leur impact, aide aux parties prenantes nationales pour formuler les intérêts commerciaux et identifier les arbitrages, questions relatives aux différends, appui institutionnel et technique pour faciliter la mise en œuvre des accords commerciaux, l'adaptation aux règles et aux normes et le respect de celles-ci)**

,  
**Facilitation des échanges,**

**Accords commerciaux régionaux (ACR),**

**Négociations commerciales multilatérales,**

**Éducation/formation dans le domaine du commerce,**

**b) Développement du commerce (y compris promotion de l'investissement, analyse et appui institutionnel pour le commerce des services, services et institutions de soutien aux entreprises, constitution de réseaux public/privé, commerce électronique, financement du commerce, promotion du commerce, analyse et développement des marchés)**

,  
**c) Infrastructure liée au commerce (y compris infrastructure matérielle)**

,  
**Infrastructure de transport et de stockage,**

**Infrastructure de communication,**

**Infrastructure de production et de fourniture d'énergie,**

**d) Renforcement de la capacité de production,**

**Services de soutien et autres services fournis aux entreprises**

,  
**Services bancaires et financiers,**

**Renforcement de la capacité de production,**

**Agriculture,**

**Exploitation forestière,**

**Pêche,**

**Industrie,**

Renseignements complémentaires sur les catégories d'Aide pour le commerce dans lesquelles vous pensez qu'il faudrait concentrer le soutien afin de faire progresser le développement durable.:

Dans la promotion de l'Investissement pour le développement du secteur du commerce

Page 26: SECTION 2: DÉVELOPPEMENT ET COMMERCE DURABLES

**Q35**

Quels sont les principaux donateurs pour le financement au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de la dimension environnementale du développement durable dans votre pays?(Vous pouvez cocher plusieurs case).

**États-Unis,**

**Allemagne,**

**Union européenne,**

**Banque mondiale,**

**Fonds pour l'environnement mondial (FEM),**

**Institutions de l'UE,**

Renseignements complémentaires sur les donateurs qui sont les principales sources de financement au titre de l'Aide pour le commerce en faveur du commerce et du développement durables dans votre pays.:

La RDC a besoin de l'appui de ses partenaires internationaux pour réussir la transition, le caractère stratégique des ressources naturelles qu'elle recèle lui confère un rôle particulier au niveau international. L'importance de sa forêt tropicale – couvrant 60 % du massif forestier du Bassin du Congo, deuxième massif tropical d'un seul tenant au monde de par sa superficie , allié à ses ressources en eau douce qui représentent la moitié des réserves du continent - et à sa riche biodiversité, font porter à la RD Congo une réelle responsabilité dans la construction d'un avenir meilleur, non seulement pour sa population mais aussi pour l'humanité toute entière. Consciente de ses responsabilités, la RDC est disposée à apporter sa contribution aux efforts mondiaux pour répondre au défi de la durabilité. Cet engagement doit néanmoins trouver sa place au sein d'un partenariat international renouvelé et équilibré, dont l'ambition doit s'enraciner dans une analyse lucide et courageuse des défis auxquels nous sommes confrontés, de leurs causes structurelles et de leurs enjeux. Tenant compte des enseignements de ces vingt dernières années, l'adoption de mesures concrètes assorties de moyens de mise en œuvre sera, je l'espère, le signal du sérieux et de la sincérité dans ce nouveau partenariat, au sein duquel l'Afrique doit pouvoir trouver toute sa place. L'engagement de la RDC vers le développement durable s'est encore récemment réaffirmé avec les travaux de préparation à la REDD+, l'intégration comme un des 4 piliers de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la pauvreté du volet relatif à la Protection de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques ainsi que le lancement des travaux pour l'élaboration d'une stratégie nationale de développement durable et d'un plan climat.

**Q36**

Quels partenaires Sud-Sud sont d'importantes sources de financement au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de la dimension environnementale du développement durable?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

Renseignements complémentaires sur les partenaires Sud-Sud qui sont d'importantes sources de financement pour le commerce ou le développement durables et sur tout exemple de projets ou programmes que vous souhaiteriez mettre en lumière.:

Cela est encore inexistant à ce jour

**Q37**

Avez-vous reçu un financement au titre de l'Aide pour le commerce dans le cadre de projets de coopération triangulaires?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur le financement au titre de l'Aide pour le commerce que vous avez reçu dans le cadre de projets de coopération triangulaire.:

Le Ministère en charge de l'Environnement a souffert tout au long de cette période de déficits financiers, matériels et de capacités institutionnelles, humaines et techniques dans tous les sous-secteurs de l'environnement (forêt, conservation de la nature...). Ainsi, dans le cadre d'une réforme institutionnelle, son organisation a été modifiée en 2009 en vue d'améliorer l'efficacité de son action, faisant ainsi passer le nombre de ses Directions de 24 à 12.<sup>3/4</sup> Mise en œuvre opérationnelle. Malgré l'élaboration de nombreux documents stratégiques et de plan d'actions dans le domaine de l'environnement, le manque de financement a limité la mise en œuvre sur le terrain d'actions à grande échelle dans ce sens par le gouvernement. L'essentiel des actions menées dans le domaine de l'environnement ont été financées par la coopération internationale et se sont focalisés sur la conservation des forêts et de la biodiversité, à travers le renforcement des capacités et la gestion durable des ressources naturelles au niveau local. Il s'agit notamment du « Central Africa Regional Program for the Environment » (CARPE) financé par l'USAID, le Programme National Environnement, Forêts, Eau et Biodiversité(PNEFEB ) soutenu par la Banque Mondiale, le Programme de maintien de la Biodiversité et Forêts (PBF) financé par la coopération allemande (GIZ), ou le Projet d'appui à la Politique Nationale de Conservation et gestion des forêts et de la biodiversité soutenu par l'Union Européenne.

**Q38**

Y a-t-il un projet d'Aide pour le commerce ou un programme en faveur du commerce et du développement durables, de la croissance verte ou de l'économie circulaire que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Le manque de financement a limité très fortement les actions menées pour lutter contre la dégradation des terres et très peu de projets spécifiques ont été élaborés en République Démocratique du Congo dans ce domaine. Toute fois, certains projets agricoles ou forestiers ont concerné de manière indirecte ce problème. Il s'agit notamment, des projets Mampu et Ibi Batéké exécutés dans les environs de Kinshasa, qui ont permis la restauration de terres dégradées par la mise en place de systèmes agro-forestiers performants.



**Q39**

Mettez-vous en œuvre des politiques qui traitent de la dimension environnementale du développement durable et qui font également progresser l'égalité hommes femmes et/ou l'autonomisation économique des femmes?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur le point de savoir si vous mettez en œuvre des politiques qui traitent de la dimension environnementale du développement durable tout en faisant progresser l'égalité hommes-femmes et/ou l'autonomisation économique des femmes. Vous pouvez également donner des renseignements sur votre intention d'élaborer de telles politiques à l'avenir. (Veuillez indiquer des sites Web, le cas échéant.):

Un certain nombre de droits sociaux ont été reconnus dans la constitution du 18 février 2006, notamment le droit à l'éducation, au travail, à la culture, à la santé, à un logement décent ainsi que le droit à la protection et à l'épanouissement des groupes vulnérables et de toutes les minorités. Par ailleurs, la constitution, en son article 14, exprime l'engagement de l'Etat congolais à abolir toutes les discriminations à l'égard de la femme dans tous les domaines et institue la parité homme et femme dans les institutions locales, provinciales et nationales. En outre, le code du travail a libéré la femme de l'autorité maritale avant d'exercer un emploi alors que le code de la famille a été révisé pour introduire des dispositions favorables à une meilleure égalité homme-femme

**Q40**

Mettez-vous en œuvre des projets d'Aide pour le commerce qui visent l'autonomisation économique des femmes et un développement écologiquement durable?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur les projets d'Aide pour le commerce qui visent à la fois l'autonomisation économique des femmes et un développement écologiquement durable. Veuillez indiquer le nombre de projets, le secteur concerné (agriculture, pêche, tourisme durable, économie circulaire, etc.). (Veuillez indiquer des sites Web, le cas échéant.):

La situation des femmes a connu des progrès très lents au cours des vingt dernières années et son autonomisation est encore faible. L'indice synthétique de fécondité n'est passé que de 7,3 à 6,3 enfants par femme entre 1990 et 2007 alors que l'usage d'un moyen de contraception moderne ne progressait que lentement dans le même temps puisqu'il concernait que 6,7% des femmes en 2007 contre 4% d'entre elles en 1990. Toutefois, la cible des OMD d'éliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 pourrait être atteinte<sup>22</sup>.

**Q41**

Souhaitez-vous communiquer d'autres renseignements? (Par exemple indiquer où le soutien est nécessaire pour le commerce ou le développement durables)

Pour garantir la légalité du commerce de bois d'œuvre dans les marchés européens, la RD Congo est en train de négocier avec l'Union Européenne un accord de partenariat volontaire dans le cadre de l'initiative FLEGT portant sur l'application des réglementations forestières, la bonne gouvernance et les échanges commerciaux.

Une dimension structurante du cadre institutionnel du secteur forêt en RDC est son intégration dans une nouvelle dynamique sous-régionale au niveau de l'Afrique Centrale.

Celle-ci est en train de se mettre en place, à travers quelques initiatives dont la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), la Conférence sur les Ecosystèmes de Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale (CEFDHAC), le Partenariat sur les Forêts du Bassin du Congo (PFBC)...

---

Page 29: SECTION 3: POLITIQUES RÉGIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

**Q42**

L'autonomisation économique des femmes est-elle un objectif de l'un ou l'une de vos stratégies, politiques ou plans nationaux de développement?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur la manière dont l'autonomisation économique des femmes est prise en compte en tant qu'objectif dans vos documents d'orientation nationaux.:

Malgré quelques avancées enregistrées les cinq dernières années, notamment sur l'arsenal juridique le chemin à parcourir pour l'égalité entre les sexes en RDC reste encore long. L'observation des faits, montre que la situation des femmes est préoccupante et nécessite un plaidoyer à haut niveau et la mise en œuvre des réformes courageuses. La prise en compte du genre dans les politiques et stratégies nationales et leur mise en œuvre ont conduit à une réduction des écarts entre hommes et femmes. Cependant, des inégalités notables persistent dans tous les domaines de la vie nationale. Par ailleurs, les violences faites aux femmes sont en baisse mais demeurent encore préoccupantes. Les principaux défis à relever dans le domaine du genre sont entre autres : (i) intégration du Genre dans les politiques, programmes et projets de développement dans tous les domaines ; (ii) promotion du leadership de la femme et sa participation dans les instances de prise de décision ; et (iii) élimination des violences basées sur le genre y compris les mariages d'enfants et les pratiques néfastes. Objectifs sectoriels OBJECTIF 1 : Renforcer les capacités humaines et institutionnelles (i) amélioration de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles, (ii) renforcement de la gestion de la coopération et du partenariat. OBJECTIF 2 : Réduire les inégalités du genre et lutter contre les violences basées sur le genre dans les familles et les communautés (i) promotion de la prévention des violences faites aux femmes et filles ; (ii) mise en place des services intégrés de prise en charge multisectorielle des survivants, etc. OBJECTIF 3 : Renforcer le pouvoir économique et l'autonomisation des femmes (i) renforcement des capacités d'autonomisation de la femme ; et (ii) plaidoyer pour la mise en œuvre des lois en faveur des femmes, etc. OBJECTIF 4 : Promouvoir la stabilité de la famille. (i) promotion de la protection de la Famille ; et (ii) restauration des valeurs familiales, éthiques et culturelles, etc. OBJECTIF 5 : Promouvoir les droits de l'enfant (i) promotion du Genre et de la protection des Droits de l'Enfant ; (ii) lutte contre les violences faites à l'enfant, etc.

**Q43**

Dans l'affirmative, veuillez indiquer la stratégie, la politique ou le plan dans lequel l'autonomisation économique des femmes est prise en compte:

**Stratégie, politique ou plan nationaux de développement**

,

**Stratégie, politique ou plan nationaux pour l'égalité hommes-femmes**

,

**Stratégie, politique ou plan nationaux de développement du commerce**

,

**Autre (veuillez préciser),**

Renseignements complémentaires sur la ou les stratégie(s) ou politique(s) ou le ou les plan(s) incluant l'autonomisation économique des femmes. (Veuillez indiquer des sites Web, le cas échéant.):

La Constitution de la RDC y fait allusion de même que le PNSD

**Q44**

Les stratégies, politiques ou plans que vous avez identifiés veillent-ils à garantir la non-discrimination en ce qui concerne les conditions d'emploi ou de travail (y compris en prévoyant des formules de travail flexibles)?

**Oui**

Page 31: SECTION 3: POLITIQUES RÉGIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

**Q45**

Est-ce que votre gouvernement recueille des données sur l'autonomisation économique des femmes en rapport avec le commerce et le développement?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur les données concernant l'autonomisation économique des femmes que votre gouvernement recueille. (Veuillez inclure des sites Web, le cas échéant.):

Les principaux défis à relever dans le domaine du genre sont entre autres : (i) intégration du Genre dans les politiques, programmes et projets de développement dans tous les domaines ; (ii) promotion du leadership de la femme et sa participation dans les instances de prise de décision ; et (iii) élimination des violences basées sur le genre y compris les mariages d'enfants et les pratiques néfastes.

**Q46**

À votre avis, quelles sont les contraintes en matière de commerce et de développement auxquelles les femmes sont confrontées dans votre pays?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Difficultés d'accès aux services financiers,**

**Conditions de travail difficiles,**

**Pratiques discriminatoires,**

**Difficultés pour se conformer aux prescriptions réglementaires et procédurales**

,

**Problèmes de harcèlement, de sécurité et de sûreté,**

**Accès insuffisant aux services numériques,**

**Accès insuffisant aux voies de recours,**

**Emplois informels,**

**Mauvais accès aux renseignements,**

**Entreprises plus petites,**

**Soins et travaux domestiques non rémunérés,**

**Emplois non rémunérés,**

Renseignements complémentaires sur les contraintes en matière de commerce et de développement auxquelles les femmes sont confrontées dans votre pays.:

Abus sexuels surtout à la frontière

**Q47**

L'Aide pour le commerce peut-elle jouer un rôle en vue de remédier à ces contraintes?

**Oui,**

Renseignements complémentaires sur le rôle que l'Aide pour le commerce peut jouer en vue de remédier à ces contraintes.:

L'installation des bureaux d'information commerciales aide les femmes à obtenir les bonnes informations aux frontières et ainsi éviter la convoitise des hommes.

---

Page 32: SECTION 3: POLITIQUES RÉGIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

**Q48**

Avez-vous demandé un soutien au titre de l'Aide pour le commerce pour financer des projets en faveur de l'autonomisation économique des femmes dans votre pays au cours de la période 2015-2020?

**Non,**

Renseignements complémentaires sur le point de savoir si vous avez demandé un soutien au titre de l'Aide pour le commerce pour financer des projets en faveur de l'autonomisation économique des femmes au cours de la période 2015-2020, y compris les raisons pour lesquelles vous l'avez fait ou non.:

Nous avons aidé les femmes en leur donnant l'information mais nous n'avons jamais pensé monter un projet pour subvenir au besoin de la femme en la matière

---

Page 33: SECTION 3: POLITIQUES RÉGIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

**Q49**

Respondent skipped this question

Dans l'affirmative, veuillez fournir des renseignements complémentaires sur les donateurs, les partenaires Sud-Sud ou les partenaires de la coopération triangulaire qui ont soutenu vos programmes régionaux d'Aide pour le commerce en faveur de l'autonomisation économique des femmes.

---

Page 34: SECTION 3: POLITIQUES RÉGIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

**Q50**

Respondent skipped this question

Veuillez indiquer les domaines visés par vos projets en faveur de l'autonomisation économique des femmes relevant de l'Aide pour le commerce. (Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

---

**Q51**

Respondent skipped this question

Des partenariats public-privé ont-ils été utilisés pour atteindre vos objectifs en matière d'Aide pour le commerce concernant l'autonomisation économique des femmes?

---

**Q52**

Respondent skipped this question

L'Aide pour le commerce contribue-t-elle à mobiliser des fonds en faveur de l'autonomisation économique des femmes?

---

**Q53**

Respondent skipped this question

Vos projets d'Aide pour le commerce impliquant l'autonomisation économique des femmes s'appuient-ils sur un cadre de suivi et d'évaluation/de résultats

---

**Q54**

Respondent skipped this question

Le soutien que vous recevez au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de l'autonomisation économique des femmes correspond-il à vos priorités et objectifs en matière de commerce?

---

Page 35: SECTION 3: POLITIQUES RÉGIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

**Q55**

Respondent skipped this question

Les femmes rencontrent-elles des difficultés particulières pour accéder aux technologies numériques dans votre pays?

---

**Q56**

Respondent skipped this question

Veillez identifier les 5 principaux obstacles qui empêchent les femmes d'avoir accès aux technologies numériques dans votre pays.(Cochez au maximum 5 cases.)

---

Page 36: SECTION 3: POLITIQUES RÉGIONALES EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

**Q57**

À l'avenir, sur quels secteurs commerciaux pensez-vous que le soutien en faveur de l'autonomisation économique des femmes devrait être axé?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

**Agriculture,**

**Pêche,**

**Exploitation forestière,**

**Activités extractives,**

**Services,**

Renseignements complémentaires sur les secteurs sur lesquels le soutien futur en faveur de l'autonomisation économique des femmes devrait être axé.:

Nous pensons mettre sur pied un guide de conduite des opérations du commerce aux frontières avec l'installation d'une antenne sur place

---

**Q58**

À l'avenir, sur quelles catégories d'Aide pour le commerce pensez-vous que le soutien en faveur de l'autonomisation économique des femmes devrait être axé?(Vous pouvez cocher plusieurs cases.)

Politique commerciale et gestion administrative,  
Facilitation des échanges,  
Accords commerciaux régionaux (ACR),  
Négociations commerciales multilatérales,  
Éducation/formation dans le domaine du commerce,  
b) Développement du commerce (y compris promotion de l'investissement, analyse et appui institutionnel pour le commerce des services, services et institutions de soutien aux entreprises, constitution de réseaux public/privé, commerce électronique, financement du commerce, promotion du commerce, analyse et développement des marchés)  
,  
c) Infrastructure liée au commerce (y compris infrastructure matérielle)  
,  
Infrastructure de transport et de stockage,  
Infrastructure de communication,  
Infrastructure de production et de fourniture d'énergie,  
d) Renforcement de la capacité de production,  
Services de soutien et autres services fournis aux entreprises  
,  
Services bancaires et financiers,  
Renforcement de la capacité de production,  
Agriculture,  
Exploitation forestière,  
Pêche,  
Ressources minérales et activités extractives,  
Voyage et tourisme,  
e) Ajustement lié au commerce (y compris aide aux pays en développement pour mettre en place des mesures d'accompagnement qui leur permettent de tirer parti de la libéralisation des échanges)  
,  
f) Autres besoins liés au commerce,  
a) Politique et réglementation commerciales (y compris formation des fonctionnaires chargés des questions commerciales, analyse des propositions et des positions ainsi que de leur impact, aide aux parties prenantes nationales pour formuler les intérêts commerciaux et identifier les arbitrages, questions relatives aux différends, appui institutionnel et technique pour faciliter la mise en œuvre des accords commerciaux, l'adaptation aux règles et aux normes



**et le respect de celles-ci)**

,

Renseignements complémentaires sur les catégories d'Aide pour le commerce sur lesquelles vous pensez que le soutien en faveur de l'autonomisation économique des femmes devrait être axé.:

Renforcement de capacités dans le domaine du commerce et renforcement des capacités sur la facilitation des échanges

---

**Q59**

Vous pouvez utiliser l'encadré ci-dessous pour indiquer de manière plus détaillée comment, selon vous, l'Aide pour le commerce peut faire progresser l'autonomisation économique des femmes.

Il faut arriver à encadrer les femmes sur la pratique du commerce en les prévenant des risques qu'elles courent en côtoyant les hommes pendant le déroulement des opérations du commerce.

Il est pour cela bon de préparer les femmes sur ce champ à haut risque d'harcèlement sexuel surtout que ces dernières sont à la recherche de revenus que peuvent facilement leur proposer les hommes.

Il faut également doter les femmes des atouts devant leur permettre de résister aux tentations des hommes.

---

Page 37: FIN DE L'ENQUÊTE

**Q60**

CONSULTATION (Autres ministères/organismes consultés pour répondre au présent questionnaire):

Agriculture, industrie, Pêche, Finances, Transport, Environnement et Développement Durable, Douane, Office Congolais de Contrôle, Commerce Extérieur, fédération des Entreprises du Congo.

---